

UFRS ACTU

POUR UNE 4^{ème} VAGUE QUI SOIT SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Nos libertés sont rognées de jour en jour : loi de sécurité globale, criminalisation de l'activité syndicale, interdictions de manifester, mesures de l'état d'urgence transposées dans la loi, ...

La crise sanitaire et sociale qui sévit a aggravé les inégalités : l'argent public est distribué sans contrepartie aux entreprises, notamment celles du CAC40. Evidemment, il ne ruisselle que dans la poche des actionnaires et des capitalistes, toujours plus avides de profits, y compris en temps de pandémie.

La casse des services publics et de la protection sociale est engagée depuis longtemps par les gouvernements successifs, mais comme après chaque crise, l'austérité permettra de reprendre ce qu'ils ont lâché après un malheureux « quoiqu'il en coûte ». Mieux : les chômeurs seront moins indemnisés, les salariés devront travailler plus longtemps pour une retraite moindre,

les retraités paieront leur perte d'autonomie, ...

Pourtant, pendant cette pandémie, partout déjà dans le pays, des salariés sont en lutte : contre les délocalisations, les licenciements boursiers, pour leurs salaires, leurs emplois, leurs conquits sociaux, l'égalité femme-homme, pour défendre et améliorer les services publics, le système de santé, de retraite, d'assurance chômage, ...

Rejoignons, soutenons, amplifions ces luttes, parce que nous avons toutes et tous besoin de plus d'emplois, de meilleurs salaires et de meilleures retraites, besoin de plus de protection sociale financée par plus de cotisations sociales.

Nous avons toutes et tous besoin de plus de services publics financés par un impôt plus juste. Nous avons toutes et tous besoin d'un changement de système pour ne pas changer de climat.

Jeunes et retraités, actifs et privés d'emploi, femmes et hommes, tous ensemble avec la CGT, faisons monter dans le pays une quatrième vague sociale et environnementale pour faire gagner nos revendications. C'est aussi lutter contre le capitalisme, faire barrage à l'extrême droite et à ceux qui en creusent le lit. C'est soutenir les peuples en lutte en Palestine, en Colombie, au Chili, en Algérie, au Tchad et dans bien d'autres pays.

SEULE LA LUTTE PAIE !



Philippe Perennou



Union Fédérale des Retraités des Organismes Sociaux CGT
263, rue de Paris - Case 536 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 55 82 87 11
ufros@orgasociaux.cgt.fr - www.orgasociaux.cgt.fr





COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Levée des brevets : première victoire, amplifions la mobilisation !

Mercredi 5 mai, le Président des Etats-Unis a annoncé qu'il était favorable à la levée des brevets sur les vaccins anti-Covid. Il s'agit d'une première victoire suite à la mobilisation internationale de très nombreux acteurs, dont la CGT avec la campagne **#pasdeprofitsurlapandémie**.

Ceci a contraint Emmanuel Macron à infléchir sa position sans toutefois trancher clairement : il s'est dit « favorable à l'ouverture de la propriété intellectuelle »... tout en ajoutant que « la levée des brevets n'est pas la solution ». **La CGT appelle le gouvernement français à prendre une position claire à l'OMC et à Bruxelles et à défendre l'intérêt des populations au lieu de celui des industriels. Il s'agit d'une urgence alors que chaque jour, des dizaines de milliers de personnes meurent du COVID !**

En effet, alors qu'en octobre 2020 l'Inde et l'Afrique du Sud demandaient une levée des brevets à l'OMC (lieu de discussion sur ces droits de propriété), la France s'y opposait avec les autres pays du Nord. Ces pays riches préféreraient ainsi se soumettre aux intérêts de quelques grandes entreprises pharmaceutiques à l'instar de Pfizer qui a déjà empoché 26 milliards de profits sur les vaccins. Reprenant l'argument phare des industriels le Président de la République prétend que les pays pauvres seraient dans l'incapacité technologique de produire les vaccins même s'ils en avaient la recette. Emmanuel Macron propose donc de développer la « solidarité et l'efficacité des pays riches vers les pays pauvres » et de faire don de doses aux soignants d'Afrique. Il appelle à renforcer le dispositif « covax » conçu pour venir en aide aux pays du Sud et à la solidarité des autres pays du Nord. Quelle hypocrisie ! Quel mépris ! Nous ne pouvons plus confier le destin de milliards de personnes à la Charité des pays riches et au bon vouloir des entreprises industrielles alors mêmes qu'elles se sont montrées incapables de gérer une production à la hauteur des besoins jusqu'ici. Les pays du Sud ne demandent surtout pas la charité ils réclament la levée des brevets, parce que leurs usines sont prêtes à produire et à livrer des milliards de doses de vaccin si on leur donne seulement la formule.

La CGT appelle à amplifier la mobilisation pour faire des vaccins un bien commun mondial

Pour que ces questions soient débattues à la commission européenne, la CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « [#Right2cure : Pas de profit sur la pandémie](#) ». En récoltant 1 million de signatures dans au moins 7 pays européens, nous pourrions exiger que soit débattu à la commission européenne un changement législatif concret sur ces questions.

De plus, pour que la santé devienne un bien commun et que cette situation ne se reproduise plus jamais, la CGT continue d'exiger la création d'un [pôle public de santé](#) rattaché à la Sécurité sociale. Ce dernier intégrerait la recherche pharmaceutique et les industries de santé et regrouperait tous les acteurs, patients comme travailleurs du secteur dans la sa gouvernance. Il serait ainsi soustrait de toute mainmise des laboratoires privés, des entreprises d'assurance et de la logique capitaliste de retour sur investissements pour une vraie réponse aux besoins sociaux.



Communiqué PALESTINE FNPOS CGT DU 19 mai 2021

De New York, à Madrid, de Berlin à Londres, des centaines de milliers d'hommes et de femmes expriment leur soutien au peuple palestinien victime de la barbarie de certains dirigeants israéliens ; sans aucune répression policière, sauf en France...

Darmanin le ministre incendiaire a donné l'ordre d'interdire la manifestation parisienne sous prétexte d'éviter les actes et slogans antisémites dans Paris. Se basant sur une manifestation déjà interdite de 2014 et oubliant volontairement que c'est à l'Etat de nous permettre d'exercer notre droit de manifester et d'empêcher la survenance d'actes antisémites.

Ce sont toujours les mêmes pratiques désormais : gazage, matraquage, usage des canons à eau... Tout est fait pour empêcher l'expression de l'indignation face aux agressions meurtrières du gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu contre les Palestiniens.

Honte au gouvernement français, qui s'attaque au droit fondamental de manifester et qui dans sa logique de séparatisme veut à tout prix amalgamer soutien au peuple palestinien et antisémitisme. Tout comme les députés En Marche ont voté pour amalgamer antisémitisme et antisionisme pour faire taire toute opposition à leur politique. En effet les autorités françaises semblent opérer un dangereux changement de politique étrangère au Proche Orient.

C'est toujours aux opprimés qu'on lance des "appels au calme" comme l'a fait Macron. On ne supporte pas leurs résistances. Il ne faudrait surtout pas troubler l'ordre établi, bien qu'il soit foncièrement injuste. Les oppresseurs eux peuvent agir comme ils le veulent. On trouvera bien des raisons pour justifier leurs violences.

Parce que nous ne pouvons pas détourner les yeux et nous taire face aux événements qui se déroulent en Palestine.

Parce que les humiliations, la colonisation et la guerre doivent cesser.

Pour la paix et la reconnaissance d'un Etat Palestinien.

Fidèle à la tradition internationaliste et anticolonialiste de la CGT notre Fédération réaffirme son soutien indéfectible au peuple palestinien et à tous ceux qui luttent pour leur liberté et leur dignité.



**POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAËLIENS,
REJOIGNONS LES RASSEMBLEMENTS ORGANISÉS PARTOUT EN FRANCE**